

[Français]

LA MAIN-D'ŒUVRE

ON DEMANDE SI LE MINISTRE ANNONCERA BIENTÔT LE LANCEMENT D'UN PROGRAMME DE TRAVAUX D'HIVER

M. Heward Grafftey (Brome-Missisquoi): Monsieur l'Orateur, je désire poser une question au ministre des Finances.

Étant donné que le taux de chômage au Canada, pour le mois de septembre, était de 6 p. 100, le ministre doit-il prochainement annoncer le lancement d'un programme «compréhensif» de travaux d'hiver en vue de combattre le chômage?

[Traduction]

L'hon. John N. Turner (ministre des Finances): Monsieur l'Orateur, nous avons déjà mis en œuvre un programme de travaux d'hiver comprenant cette année des travaux d'équipement d'environ 275 millions de dollars. En outre, mon collègue le ministre de la Main-d'œuvre et de l'Immigration a proposé un programme d'initiatives locales et il est question d'autres projets à fort coefficient de main-d'œuvre.

* * *

LA DÉFENSE NATIONALE

SALLE D'EXERCICES DE GUELPH—LES TRAVAUX DE RÉPARATION ET LE PROJET DE DÉMOLITION

M. A. D. Hales (Wellington): Monsieur l'Orateur, ma question s'adresse au ministre de la Défense nationale et porte sur les dépenses non productives de son ministère. Le ministre a-t-il l'intention de continuer à affecter les dollars des contribuables à la restauration de salles d'exercices qui est en cours de négociation avec les municipalités. Ma question découle du fait que la salle d'exercices de Guelph est sur le point d'être achetée par la municipalité et sera probablement démolie. Pourtant, les contrats pour les travaux de réparation suivent leur cours.

M. l'Orateur: Le ministre pourrait peut-être répondre brièvement, mais cela me semble être une question à faire inscrire au *Feuilleton*.

L'hon. James Richardson (ministre de la Défense nationale): Monsieur l'Orateur, je serais heureux d'examiner les travaux en cours à la salle d'exercices en question.

* * *

LES PÉNITENCIERS

COLOMBIE-BRITANNIQUE—L'INTERVENTION DU BUREAU DU SOLICITEUR GÉNÉRAL—L'AUTORITÉ DU PERSONNEL

M. John Reynolds (Burnaby-Richmond-Delta): Monsieur l'Orateur, ma question s'adresse au solliciteur général. Étant donné qu'il a annoncé il y a deux jours la

Questions orales

retraite du directeur du pénitencier de la Colombie-Britannique et certaines autres améliorations, et qu'il a dit hier que le pénitencier avait reçu des directives d'Ottawa, le ministre pourrait-il dire à la Chambre si son bureau d'Ottawa prend en charge l'administration du pénitencier de la Colombie-Britannique?

L'hon. Warren Allmand (solliciteur général): Non, monsieur l'Orateur, ce n'est pas le cas, mais nous essayons de suivre de près certaines questions au pénitencier de la Colombie-Britannique, et j'espère, qu'avec le concours du directeur du pénitencier et du directeur régional, cet établissement pourra recommencer à fonctionner normalement aussitôt que possible.

M. Reynolds: Une question supplémentaire, monsieur l'Orateur. Le ministre croit-il qu'en émettant des directives à Ottawa, il sape l'autorité du personnel des pénitenciers?

M. l'Orateur: A l'ordre. C'est là un sujet de discussion et non une question.

NEW WESTMINSTER ET MATSQUI—L'HOSTILITÉ DU PERSONNEL À L'ÉGARD DES DÉTENUS ET DES VISITEURS

M. Frank Howard (Skeena): Monsieur l'Orateur, j'adresse ma question supplémentaire au solliciteur général. J'aimerais lui demander s'il voudrait bien faire enquête sur l'hostilité croissante manifestée depuis deux ou trois semaines par les gardiens et le personnel aux pénitenciers de Matsqui et de la Colombie-Britannique à l'égard des détenus et des visiteurs.

L'hon. Warren Allmand (solliciteur général): Monsieur l'Orateur, nous avons certainement connu certaines difficultés au pénitencier de New Westminster, mais j'ignorais qu'il y ait eu des troubles à Matsqui. Je vais immédiatement faire enquête et j'en communiquerai les résultats au député.

* * *

LE CONSEIL ÉCONOMIQUE DU CANADA

L'APPARTENANCE AU CIA D'UN CONSULTANT—DEMANDE D'ENGAGEMENT EXCLUSIF DE RESSORTISSANTS CANADIENS

L'hon. Paul Hellyer (Trinity): Monsieur l'Orateur, ma question s'adresse au ministre des Finances. Sait-il qu'un des inventeurs de l'ordinateur Candide du Conseil économique du Canada qui par la suite a agi à titre de consultant auprès du Conseil, ayant ainsi accès à des renseignements confidentiels fournis par divers ministères de l'État a été, du moins pendant un certain temps, membre de la Central Intelligence Agency des États-Unis? Sinon fera-t-il enquête à ce sujet?

L'hon. John N. Turner (ministre des Finances): Monsieur l'Orateur, je ferai sûrement enquête là-dessus.